

## **ARRÊTÉ DE LA MAIRE**

### **Extrait du registre des arrêtés du Maire**

**Objet : RESTRICTION MOMENTANEE A LA CIRCULATION ET AU STATIONNEMENT AU DROIT DU N°05 ALLEE DU ROND-POINT A ORLY.**

#### **LA MAIRE D'ORLY,**

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-4, dans le cadre des pouvoirs de police du Maire en matière de circulation et de stationnement ;

**VU** le Code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;

**VU** le Code pénal ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977, modifiée et complétée ;

**VU** le règlement de voirie communale ;

**VU** la demande de l'entreprise FGC reçue par mail le 29 mars 2024 ;

**CONSIDERANT** la nécessité de réaliser des travaux de réparation de génie civil sur les réseaux Télécom au droit du n°05 allée du Rond-point à Orly, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

#### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** A compter du **15 avril 2024 et jusqu'au 26 avril 2024 de 09h00 à 16h30**, au droit du n°05 allée du Rond-point à Orly :

- Le stationnement sera neutralisé au droit des travaux.
- La vitesse de circulation sera limitée à 30km/h.
- L'emprise des travaux se fera sur 1/2 chaussée.
- En aucun cas la rue ne sera barrée.
- La circulation sera régulée selon le trafic par feux tricolores ou par alternat manuel.
- Les cheminements piétonniers devront être maintenus en toute sécurité pendant toute la durée des travaux.
- Remise en service des espaces publics à chaque fin de journée.

**ARTICLE 2 :** Toute infraction au présent arrêté sera considérée comme un stationnement gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route, et

sera punie à ce titre d'une amende de la 2<sup>ème</sup> classe et pourra donner lieu à la mise en fourrière du véhicule si son propriétaire ou son conducteur est absent ou s'il refuse de faire cesser le stationnement gênant.

**ARTICLE 3** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4** : La signalisation sera mise en place par l'entreprise FGC, 72 Route de Longjumeau 91160 BALLAINVILLIERS, chargée des travaux.

**ARTICLE 5** : L'affichage du présent arrêté sera effectué par l'entreprise FGC. Elle assurera également l'enlèvement de l'affichage à la fin de son intervention.

**ARTICLE 6** : Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun dont le délai de recours est de deux mois à compter de son affichage.

**ARTICLE 7** : Ampliation du présent arrêté sera adressée au Commissaire de police de Choisy-le-Roi et à l'entreprise FGC, qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Orly, le 12 AVR. 2024

« Pour la Maire et par délégation »  
Directeur du Pôle technique et environnement  
Bouche

Imène SOUID,



Maire,  
Conseillère départementale du Val-de-Marne

Copies à :

- Messieurs les Commandants des casernes de Pompiers de Rungis et Choisy-le-Roi
- Société OTUS et NICOLLIN
- Etablissement Public Territorial (EPT12)
- Direction Démocratie et Vie Locale
- Direction Hygiène, Développement Durable
- Direction Cadre de Vie et ASVP
- Direction de la Communication, des Relations publiques et du Protocole.
- FGC